



POUR PUBLICATION IMMÉDIATE
22 MAI 2020

Protéger la santé ou favoriser le capital ? Fiscalité et transparence à l'ère du COVID-19

Jeudi 28 mai 2020, de 13 :00 à 15 :30 Temps universel coordonné (CUT)
Montréal 09 :00, Casablanca 13 :00, Dakar 13 :00, Paris 15 :00, Bruxelles 15 :00, Genève, 15 :00
Beyrouth 16 :00

Traduction simultanée en français

Suivie par une Conférence de presse

Sur les priorités de la réforme fiscale et de la transparence à l'ère du COVID-19

[Enregistrez-vous ici pour le webinar, et la conférence de presse](#)

La conférence de presse aura lieu à 17 :40 de Paris

Cet événement, organisé conjointement par la Financial Transparency Coalition (FTC), la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT), Oxfam et l'Internationale des services publics (ISP), s'interrogera sur les actions à mener pour répondre dans l'immédiat aux conséquences de la crise du COVID-19. L'objectif est aussi d'identifier les décisions politiques néfastes qui sapent la capacité des gouvernements à gérer cette crise.

Le coût économique global de la crise COVID-19 n'est pas encore connu dans sa totalité, mais les estimations se chiffrent déjà en billions de dollars. Plus d'un milliard de travailleurs sont menacés par le chômage, principalement dans des emplois mal payés, où une perte soudaine de revenus est dévastatrice. En outre, les besoins des pays en développement sont souvent négligés dans les discussions sur la crise et pourtant, ils concentrent la majorité des populations les plus vulnérables. Leurs perspectives et leurs besoins doivent donc être entendus et intégrés dans les réponses politiques à la pandémie.

Dans le contexte d'une crise sanitaire et économique mondiale sans précédent, les décideurs politiques sont aux prises avec d'énormes problèmes de ressources. Pour relever ces défis, il faudra prendre des mesures qui étaient inenvisageables auparavant. La crise COVID-19 est un test de leadership, car les citoyens attendent de voir comment leurs gouvernements réagiront et quelles sont leurs priorités.

Une multitude de propositions politiques ont déjà surgi dans le monde entier, certaines étaient déjà en discussion, d'autres étaient impensables auparavant. Nombre de ces mesures visent à augmenter les revenus des gouvernements en sollicitant ceux qui ont le plus de moyens, à capturer des richesses cachées dans des paradis fiscaux et à récupérer des revenus exceptionnels auprès des entreprises qui profitent de la crise et des progrès technologiques à plus long terme.



ORDRE DU JOUR DE LA CONFERENCE (Tous les horaires sont indiqués en Temps universel coordonnées)

12.45 – 13.00	Protéger la santé ou favoriser le capital : Émissions vidéo avec des partenaires
13.00 – 13.05	Introduction <ul style="list-style-type: none">● Sargon Nissan, directeur de la Financial Transparency Coalition (FTC)● Susana Ruiz, Oxfam et coprésidente du comité directeur de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT)
13.05 – 13.15	Remarques principaux <ul style="list-style-type: none">● Jayati Ghosh, Université Jawaharlal Nehru, ICRICT● Rosa Pavanelli, Internationale des services publics (ISP)
13.15 – 14.00	Panel : Accroître la mobilisation des recettes provenant de la fiscalité des entreprises <ul style="list-style-type: none">● Logan Wort, Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF)● Allison Christians, McGill University● Wayne Swan, Ancien vice-premier ministre d'Australie et membre de l'ICRICT● Rajat Bansal, Department of Revenue, India <p>Débat modéré par Séverine Picard, Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE</p>
14.00 – 14.45	Panel : La collecte des revenus à partir du capital et les mesures pour qu'ils atteignent les bénéficiaires visés <ul style="list-style-type: none">● Susan Rose-Ackerman, Yale Law School● Ingrid Woolard, Stellenbosch University, Afrique du Sud● Hakim Hamadi, Global Forum, OCDE● Neeti Biyani, Centre pour la responsabilité du budget et de la gouvernance, Inde <p>Débat modéré par Amandine Rushenguziminega, Trust Africa</p>



14-45
14.50

–

Etude de cas (vidéo) : la nouvelle loi argentine sur la propriété effective

- Veronica Grondona (à confirmer)
- Autorité fiscale argentine (AFIP)

14.50
15.30

–

Fiscalité et transparence à l'ère du COVID-19: qu'avons-nous appris ?

Alex Cobham, Tax Justice Network

- Marilou Uy, Groupe des Vingt-Quatre sur les affaires monétaires internationales et le développement (G-24)
- Samuel Makwe, Mission permanente du Nigeria auprès des Nations unies
- Intervenants sélectionnés lors des sessions précédentes

15.30
15.35

–

Remarques de cloture

- Daniel Bertossa, Internationale des services publics

Conférence de presse: priorités pour la fiscalité et la transparence à l'ère du COVID-19

- Sargon Nissan, Financial Transparency Coalition
- Susana Ruiz, Oxfam et coprésidente du comité directeur de l'ICRICT
- Daniel Bertossa, Internationale des services publics
- Tommaso Faccio, secrétaire général de l'ICRICT.

Contacts pour la presse:

FTC: Laura Díez Ron, ldiez@financialtransparency.org

ICRICT: Lamia Oualalou, loualalou@gmail.com, +52 1 55 54 08 09 74 (WhatsApp)

OXFAM: Annie Thériault annie.theriault@oxfam.org +51 936 307 990

A PROPOS DES ORGANISATEURS :

Financial Transparency Coalition :

La Financial Transparency Coalition ([FTC](#)) est un réseau mondial de la société civile qui s'efforce de réduire les flux financiers illicites en promouvant un système financier transparent, responsable et durable fonctionnant pour tous. Parmi ses membres, on compte notamment le Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement, le Centre for Budget and Governance Accountability, Christian Aid, le Réseau européen sur la dette et le développement, la Fundación-SES, la Global Financial Integrity, le Global Witness, le Réseau latino-américain sur la dette, le développement et les droits, l'Union panafricaine des avocats, le Réseau de justice fiscale, le Réseau de justice fiscale en Afrique et Transparency International.

La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises :



La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises ([ICRICT](#)) vise à promouvoir le débat sur la réforme de la fiscalité internationale des entreprises par une discussion plus large et plus inclusive des règles fiscales internationales, à envisager les réformes dans une perspective d'intérêt public, et à rechercher des solutions fiscales équitables, efficaces et durables pour le développement.

OXFAM :

Oxfam est un mouvement mondial de personnes travaillant ensemble pour construire un avenir où chacun jouira de droits égaux et aura suffisamment à manger chaque jour. Avec ses partenaires, Oxfam travaille dans plus de 90 pays pour construire dès maintenant cet avenir positif. Ils sauvent, protègent et reconstruisent des vies en temps de crise, soutiennent des solutions durables à la pauvreté, s'attaquent aux inégalités et se mobilisent ensemble pour faire tomber les barrières qui maintiennent les gens dans la pauvreté.

L'INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS :

L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale mondiale représentant 20 millions de travailleurs et travailleuses qui fournissent des services publics essentiels dans 163 pays. L'ISP défend les droits de l'homme et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec le système des Nations unies et en partenariat avec les organisations du travail et de la société civile.

BIOGRAPHIES DES PARTICIPANTS (par ordre d'apparition):

Sargon Nissan est le directeur de la Financial Transparency Coalition (FTC). Il a rejoint la FTC après une expérience au sein de la société civile alliée à une vaste expérience de la politique et de la défense des intérêts, plus récemment en tant que directeur du programme du FMI et des finances au sein du projet de Bretton Woods hébergé par Action Aid. Sa vaste carrière, axée sur divers aspects de la politique financière et de sa réforme, a englobé le secteur des ONG, des groupes de réflexion tels que la New Economics Foundation et le Programme des Nations unies pour le développement en Syrie. L'expertise de M. Nissan en matière de politique financière est étayée par ses nombreuses années d'engagement dans de multiples réseaux internationaux de défense de la société civile.

Susana Ruiz est responsable de la politique de justice fiscale à Oxfam International. Elle est actuellement coprésidente du comité directeur de la Commission indépendante sur la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT). Auparavant, elle a coordonné la campagne de justice fiscale d'Oxfam en Amérique latine, après avoir travaillé sur les politiques fiscales au sein du département Campagne et citoyenneté d'Oxfam Intermón en Espagne. Elle participe régulièrement, au nom d'Oxfam, à des espaces de dialogue et de plaidoyer avec le G20, l'OCDE, le FMI et l'UE, ainsi qu'avec d'autres organismes régionaux. Elle a rédigé et corédigé plusieurs rapports sur l'inégalité, la fiscalité internationale et la responsabilité fiscale des entreprises multinationales.

Jayati Ghosh est professeure d'économie à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi. Ses recherches portent sur la mondialisation, le commerce international et la finance, les modèles d'emploi, la politique macroéconomique, les questions de genre, la pauvreté et l'inégalité. Elle est également membre de l'ICRICT. Elle a écrit et/ou édité une douzaine de livres et plus de 180 articles scientifiques.

Rosa Pavanelli est secrétaire générale de la fédération syndicale mondiale Public Services International. Elle a été élue lors du Congrès mondial de l'ISP en novembre 2012 et a été réélue pour un second mandat en novembre 2017. En mars 2016, Rosa a été nommée membre de la Commission de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies sur la santé, l'emploi et la croissance économique (UN ComHEEG), représentant le mouvement syndical, les travailleurs de la santé et les services publics. Rosa est également membre du Groupe d'experts et de dirigeants de haut niveau des Nations unies sur l'eau et les catastrophes et du conseil consultatif de l'Institut international des relations professionnelles de l'Université de Cornell.



Logan Wort est le secrétaire exécutif du Forum africain de l'administration fiscale (ATAF), une organisation intergouvernementale africaine qui dirige la réforme de l'administration fiscale et facilite la coopération entre les administrations fiscales en mobilisant davantage de ressources nationales et en améliorant leur efficacité et leur efficacité.

Allison Christians est doyenne associée (recherche) et titulaire de la chaire H. Heward Stikeman en droit fiscal à la faculté de droit de l'université McGill. Ses recherches et son enseignement sont axés sur les questions de droit et de politique fiscale nationale et internationale, en mettant l'accent sur la relation entre la fiscalité et le développement économique et sur le rôle des institutions et des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans la création de normes de politique fiscale.

Wayne Swan a été ministre des finances de l'Australie pendant près de six ans, dont trois ans en tant que vice-premier ministre. M. Swan occupe depuis 1993 des postes économiques importants au sein du parti travailliste australien. Il a reçu le prix Euromoney du ministre des finances de l'année 2011 pour sa « gestion prudente des finances et des performances économiques de l'Australie » pendant la crise financière mondiale.

Rajat Bansal est le co-secrétaire (fiscalité étrangère et recherche fiscale), du Conseil central des impôts directs en Inde, l'autorité compétente pour les négociations de traités, la MAP/APA et l'échange d'informations avec les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine ainsi qu'avec l'Australie. Il a également occupé les postes de commissaire à l'impôt sur le revenu au sein du gouvernement indien. M. Bansal est titulaire d'une licence en génie électrique, de l'Indian Institute of Technology, Kanpur, d'une maîtrise en administration des affaires, de l'Université de Delhi, et d'un diplôme de troisième cycle en études du développement de l'Institute of Developing Economies Advanced School de Tokyo.

Susan Rose-Ackerman est professeure émérite « Henry R. Luce » de droit et de sciences politiques et maître de conférences en droit à l'université de Yale. Elle a publié de nombreux ouvrages dans les domaines du droit, de l'économie et de la politique publique, et elle a édité neuf livres sur les aspects de la corruption et du droit administratif. Elle est également membre du panel FACTI des Nations unies.

Ingrid Woolard est professeure d'économie à l'université de Stellenbosch et professeure honoraire d'économie à l'université du Cap. Ses recherches portent sur la mesure de la pauvreté et des inégalités, le chômage, la protection sociale et la politique fiscale. Elle est chargée de recherche à l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations unies (UNU-WIDER) à Helsinki, à l'Institut pour l'étude du travail (IZA) à Bonn et à l'Institut pour l'engagement en faveur de l'équité à Tulane. De 2008 à 2014, elle a fait partie de la Commission des conditions d'emploi qui conseille le ministre sud-africain du travail sur les décisions sectorielles concernant les conditions de travail et les salaires minimums dans les secteurs où la négociation collective est faible. Depuis 2013, elle fait partie du Davis Tax Committee qui a conseillé cinq ministres des finances sud-africains consécutifs sur la réforme fiscale en faveur d'une croissance inclusive.

Hakim Hamad est le chef de l'unité d'assistance technique du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Neeti Biyani travaille avec le Centre for Budget and Governance Accountability sur les questions de fiscalité et de développement, de justice fiscale, de flux financiers illicites et de transparence financière. Elle plaide auprès des gouvernements nationaux et des institutions régionales en Asie sur ces questions. Elle coordonne également un réseau d'organisations de la société civile et d'experts asiatiques qui mènent diverses campagnes de développement et de taxation. Elle a précédemment travaillé sur les réformes électorales en Inde avec un large éventail de parties prenantes, notamment des institutions nationales de contrôle. Elle a une formation en politique internationale de l'École d'études orientales et africaines.

Marilou Uy est directrice du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les affaires monétaires internationales et le développement (G-24). Auparavant, elle était conseillère principale du directeur général de la



Banque mondiale. Pendant son séjour à la Banque mondiale, elle a également été directrice de secteur pour le département du développement du secteur financier et privé en Afrique de 2007 à 2011 et directrice du département des opérations et de la politique du secteur financier à la vice-présidence du secteur financier ainsi que présidente du conseil du secteur financier de 2002 à 2007.

Alex Cobham est le directeur du Réseau de justice fiscale. Il est économiste du développement et chercheur invité au King's College à Londres. Au cours des quinze dernières années, M. Cobham a occupé divers postes de politique et de recherche, notamment en tant que chercheur au Center for Global Development, en tant que conseiller politique principal à Christian Aid et responsable de la recherche à Save the Children (Royaume-Uni), et à Oxford en tant que chercheur en économie au St Anne's College et chercheur à la Queen Elizabeth House.

Samuel Victor Makwe est conseiller à la mission permanente du Nigeria auprès du siège des Nations unies à New York.

Daniel Bertossa est secrétaire général adjoint à l'ISP, où il gère la politique, la défense des droits et la gouvernance. Il dirige le travail de politique économique de l'ISP dans les domaines du commerce, de la fiscalité, de la dette et de l'avenir des services publics de qualité. Il est actuellement coprésident du comité directeur de la Commission indépendante sur la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT). Il a travaillé comme organisateur et responsable national pour des syndicats en Australie et au Royaume-Uni, couvrant le gouvernement local et les travailleurs municipaux, la santé et les services sociaux, l'éducation et les travailleurs des services du secteur privé, où il a mené de multiples campagnes pour une meilleure rémunération et une meilleure sécurité de l'emploi, et contre l'externalisation et le travail précaire.

###